

**Article 9**

Pour les affaires urgentes dûment motivées, le Président est autorisé à procéder à la consultation des membres par écrit. La durée de la procédure écrite est de 7 jours. En l'absence de réaction d'un des membres sous ce délai, le point est considéré comme approuvé.

**Article 10**

Le Comité de Gestion établit le budget du B.I.J.

Il en délègue l'exécution journalière au responsable du B.I.J.

Dans la mesure où la gestion journalière du B.I.J. nécessite des ajustements à l'intérieur du Budget des Dépenses du B.I.J., sans augmentation des montants inscrits au Budget des Recettes des dotations de W.B.I. et du Ministère de la Communauté française, le Comité de gestion autorise le responsable à pratiquer ces ajustements techniques, pour autant qu'ils respectent la stratégie définie par les autorités compétentes pour le BIJ moyennant l'approbation de l'Administrateur général de WBI.

**Article 11**

Toute modification du règlement d'ordre intérieur doit être adoptée par le Comité de gestion. Ces modifications sont soumises au Gouvernement de la Communauté française pour approbation.

**Article 12**

Les présentes dispositions entrent en vigueur le jour de leur approbation par le Gouvernement de la Communauté française.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité de Gestion du Bureau International Jeunesse.

Bruxelles, le 17 décembre 2020.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,  
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

—————  
VERTALING

**MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP**

[C – 2020/44472]

**17 DECEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het beheerscomité van het "Internationaal Bureau voor de Jeugd"**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 6 juli 2007 tot oprichting van het " Internationaal Bureau voor de Jeugd " binnen het Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen, artikel 4;

Overwegende huishoudelijk reglement dat op 8 december 2020 door het beheerscomité van het "Internationaal Bureau voor de Jeugd" is goedgekeurd;

Op de voordracht van de Minister-president en de Minister van Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Het huishoudelijk reglement van het "Internationaal Bureau voor de Jeugd", dat als bijlage bij dit besluit is gevoegd, wordt goedgekeurd.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2021.

**Art. 3.** De Minister-president en de Minister van Jeugd zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2020.

De Minister-president,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening  
aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2020/44551]

**17 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant la procédure d'introduction et d'examen des demandes en vue de la reconnaissance comme sportif de haut niveau, arbitre de haut niveau, espoir sportif, jeune talent, sportif en reconversion et partenaire d'entraînement ainsi que la procédure de retrait de cette reconnaissance**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 aout 1980 de réformes institutionnelles, article 20 ;

Vu le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française, articles 18 à 20 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mars 2010 fixant la procédure d'introduction et d'examen des demandes en vue de la reconnaissance comme sportif de haut niveau, espoir sportif et partenaire d'entraînement ainsi que la procédure de retrait de cette reconnaissance ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 2011 fixant les disciplines sportives et les catégories d'âge en vue de la reconnaissance des sportifs de haut niveau, des espoirs sportifs et des partenaires d'entraînement ;

Vu le test genre du 8 novembre 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 15 avril 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2020;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Sports, donné le 28 mai 2020;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 78/2020 de l'Autorité de protection des données, donné le 24 août 2020, en application de l'article 23, § 1<sup>er</sup>, 1), de la loi du 3 décembre 2017 portant création de l'Autorité de protection des données ;

Vu l'avis n<sup>o</sup> 68.122/4 du Conseil d'État donné le 10 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Sports ;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> Ministre : le membre du Gouvernement qui a les Sports dans ses attributions ;

2<sup>o</sup> décret : le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française ;

3<sup>o</sup> Administration : l'Administration générale du Sport du Ministère de la Communauté française ;

4<sup>o</sup> : Conseil supérieur : Conseil supérieur des Sports institué par le décret du 20 octobre 2011 instituant le Conseil supérieur des Sports ;

5<sup>o</sup> : « jour ouvrable » : tous les jours autres que le samedi, le dimanche et les jours fériés légaux.

#### CHAPITRE 2. — Disciplines sportives et catégories d'âge

**Art. 2.** Le Ministre est chargé de prendre les décisions relatives à la mise en œuvre des dispositions visées aux articles 18 et 20 du décret, à savoir :

1<sup>o</sup> fixer les disciplines sportives pour lesquelles une reconnaissance de sportifs de haut niveau, d'espoirs sportifs, de jeunes talents, de sportifs de haut niveau en reconversion, de partenaires d'entraînement ou d'arbitres de haut niveau peut être possible ;

2<sup>o</sup> de déterminer pour chacune des disciplines sportives des catégories d'âge permettant de procéder à la reconnaissance de sportifs de haut niveau, d'espoirs sportifs, de jeunes talents, de sportifs de haut niveau en reconversion, de partenaires d'entraînement ou d'arbitres de haut niveau ;

3<sup>o</sup> de prendre en considération la classification nationale et internationale telle que déterminée par le Comité Paralympique Belge et International pour les disciplines et catégories d'âge de la fédération sportive handisportive.

#### CHAPITRE 3. — De l'introduction et de l'examen des demandes de reconnaissance

##### Section 1<sup>re</sup>. — Cadre de référence technique et introduction des demandes de reconnaissance

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le cadre de référence technique, visé à l'article 20 du décret, comprend par fédération sportive ou pour la fédération sportive handisport :

1<sup>o</sup> les disciplines sportives et les catégories d'âge telles que définies à l'article 2 ;

2<sup>o</sup> les critères relevant des aptitudes attendues pour les statuts de sportifs de haut niveau, d'espoirs sportifs, de jeunes talents, d'arbitres de haut niveau, de partenaires d'entraînement et de sportifs de haut niveau en reconversion permettant de répondre aux définitions des statuts telles que définies à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret ;

3<sup>o</sup> sur le plan de la discipline sportive visée :

a) sa diffusion sur le plan international ;

b) sa notoriété ;

c) son niveau de pratique en Communauté française par rapport au niveau belge, européen et mondial ;

4<sup>o</sup> sur le plan particulier :

a) les critères de sélection éventuellement fixés par les organisations sportives internationales, par le Comité olympique international, le Comité international paralympique, par le Comité olympique et interfédéral belge ou le Comité paralympique Belge;

b) la valeur significative des performances réalisées par le sportif concerné objectivées, le cas échéant :

i) par des classements belge, européen ou mondial ;

ii) par la représentativité de la compétition en fonction du nombre de participants, du nombre de nations ;

iii) par la représentativité des participants par rapport à leur niveau de performances ;

iv) par la courbe de progression du sportif ou de l'arbitre.

§ 2. Le Ministre détermine la procédure à suivre pour l'introduction du cadre de référence visé au paragraphe 1<sup>er</sup>.

§ 3. Le cadre de référence peut être modifié sur proposition de la fédération concernée ou de l'Administration, en cas de changement de la réglementation de la fédération internationale ou d'évolution significative du niveau de performance mondial dans la discipline sportive concernée.

§ 4. La fédération sportive ou la fédération sportive handisport, gérant une discipline sportive fixée conformément à l'article 2, introduit auprès de l'Administration sur base d'un formulaire fixé par celle-ci, les candidatures, en accord avec le sportif ou l'arbitre concerné, en appliquant les critères de sélection déterminés par le cadre de référence technique défini au paragraphe 1<sup>er</sup>, des sportifs ou des arbitres pour lesquelles elle sollicite la reconnaissance en tant que sportif de haut niveau, espoir sportif, de jeune talent, de sportif de haut niveau en reconversion, partenaire d'entraînement ou d'arbitre de haut niveau.

§ 5. Chaque dossier de candidature pour l'obtention d'un statut de sportif de haut niveau, d'espoir sportif de haut niveau, de partenaire d'entraînement ou de jeune talent introduit conformément au paragraphe 4, par la fédération sportive ou la fédération sportive handisport, contient, les informations suivantes :

- 1° les nom, prénom et adresse du sportif ;
- 2° les nom, prénom et adresse de la personne en charge de la gestion des statuts au sein de la fédération sportive ou de la fédération sportive handisport ;
- 3° les critères de désignation repris dans le cadre technique de référence qui ont été appliqués ;
- 4° les niveaux de performance à atteindre à court, moyen et long terme ;
- 5° une lettre de motivation accompagnée des niveaux de performance du sportif, la mention selon laquelle le sportif est engagé soit au niveau de l'enseignement obligatoire soit au niveau de l'enseignement supérieur, soit engagé comme membre du personnel d'un établissement scolaire, soit de son éventuelle expérience professionnelle et de ses horaires d'entraînement ;
- 6° la(les) structure(s) d'entraînement ;
- 7° le calendrier général de la prochaine saison sportive, reprenant les périodes de stages, de compétitions, ainsi que la structure des semaines types.

§ 6. Chaque dossier de candidature pour un arbitre de haut niveau introduit conformément au paragraphe 4, par la fédération sportive ou la fédération sportive handisport, contient, les informations suivantes :

- 1° les nom, prénom et adresse de l'arbitre ;
- 2° les nom, prénom et adresse de la personne en charge de la gestion des statuts au sein de la fédération sportive ou de la fédération sportive handisport ;
- 3° les critères de désignation repris dans le cadre technique de référence qui ont été appliqués, ainsi que le niveau de compétition pour lequel il peut officier ;
- 4° une lettre de motivation assortie du curriculum détaillant son parcours d'arbitre (formations, désignation,...) ;
- 5° un calendrier des compétitions reprenant les désignations potentielles.

§ 7. Chaque dossier de candidature pour un sportif de haut niveau en reconversion introduit conformément au paragraphe 4, par la fédération sportive ou la fédération sportive handisport, contient, les informations suivantes :

- 1° les nom, prénom et adresse du sportif de haut niveau en reconversion ;
- 2° les nom, prénom et adresse de la personne en charge de la gestion des statuts au sein de la fédération sportive ou de la fédération sportive handisport ;
- 3° les critères de désignation repris dans le cadre technique de référence qui ont été appliqués ;
- 4° les niveaux de performance à atteindre à court terme ;
- 5° une lettre de motivation accompagnée des niveaux de performance du sportif, de son niveau d'étude, de son éventuelle expérience professionnelle et de ses horaires d'entraînement ;
- 6° la(les) structure(s) d'entraînement ;
- 7° le calendrier général de la prochaine saison sportive, reprenant les périodes de stages, de compétitions, ainsi que la structure des semaines types ;
- 8° le plan de reconversion destiné à faciliter la transition post carrière sportive.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Les demandes peuvent être introduites tout au long de l'année. Six sessions d'octroi de reconnaissance sont organisées par année civile : le dernier jour ouvrable des mois de février, avril, juin, août, octobre et décembre.

Les demandes doivent être introduites à l'Administration au minimum 10 jours ouvrables avant la date de la session sous peine d'être reportées à la séance suivante.

§ 2. Les deux premières sessions annuelles sont prioritairement réservées aux demandes de reconnaissance des sportifs de haut niveau, des espoirs sportifs de haut niveau, des jeunes talents, des sportifs de haut niveau en reconversion ou des partenaires d'entraînement qui souhaitent bénéficier de l'application de l'une des dispositions suivantes :

- 1° les articles 1<sup>er</sup>, § 3, 2°, et 58, § 7, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire ;
- 2° l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 6°, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2014 portant application des articles 8, § 1<sup>er</sup>, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 et 50 du décret du 21 novembre 2013 organisant divers dispositifs scolaires favorisant le bien-être des jeunes à l'école, l'accrochage scolaire, la prévention de la violence à l'école et l'accompagnement des démarches d'orientation scolaire ;
- 3° l'article 151 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

**Art. 5.** Dans le cadre de la reconnaissance visée à l'article 3, les données à caractère personnel sont conservées maximum un an à compter du terme de la fin du statut octroyé. Si la reconnaissance n'est pas reconduite, en cas de décision de refus ou de retrait de statut, les données sont supprimées ou anonymisées à des fins statistiques. Le sportif de haut niveau, l'espoir sportif, le partenaire d'entraînement, le jeune talent, l'arbitre de haut niveau ou le sportif de haut niveau en reconversion est informé de cette suppression ou anonymisation. Lorsque la reconnaissance est reconduite, les données sont actualisées.

## Section 2. — Examen des demandes de reconnaissance

**Art. 6.** Le Ministre est chargé de prendre les décisions d'octroi de reconnaissance, de non-reconnaissance, endéans un délai de 30 jours ouvrables à compter de la clôture de chaque session. La décision du Ministre est ensuite notifiée dans un délai de sept jours ouvrables aux fédérations sportives ou à la fédération sportive handisport. Celles-ci transmettent la décision au sportif ou à l'arbitre concerné.

**Art. 7.** Après décision négative prise à l'égard d'un sportif ou d'un arbitre et en cas d'évolution positive de ses performances ou de la présence d'un élément nouveau, la fédération sportive ou la fédération sportive handisport peut introduire une nouvelle demande selon les dispositions de l'article 3 et dans les délais fixés à l'article 4.

CHAPITRE 4. — *Du retrait de reconnaissance*

**Art. 8.** Les fédérations sportives et la fédération sportive handisport communiquent au Ministre ou à son délégué les décisions de suspension ou de sanction au sens de l'article 20, § 2, du décret prises à l'encontre des sportifs ou des arbitres bénéficiant d'un statut au sens du décret.

La procédure de retrait de reconnaissance peut être initiée par le Ministre ou son délégué ou sur demande de la fédération sportive ou de la fédération sportive handisport concernée, le cas échéant lors de la transmission des décisions de suspension ou de sanction au sens de l'article 20, § 2, du décret.

Préalablement à toute décision de retrait de reconnaissance, l'Administration procède à l'audition d'un(ou des) représentant(s) de la fédération sportive concernée ou de la fédération sportive handisport ainsi que du sportif de haut niveau, de l'espoir sportif, du partenaire d'entraînement, du jeune talent, de l'arbitre de haut niveau ou du sportif de haut niveau en reconversion.

La convocation, adressée par envoi recommandé, à cette audition précise l'objet, le jour et l'heure de l'audition qui ne peut être fixée dans un délai inférieur à 15 jours ouvrables à la réception de ladite convocation.

La fédération sportive concernée ou la fédération sportive handisport ainsi que le sportif ou l'arbitre concerné sont informés préalablement à leur audition des éléments dont l'Administration a connaissance et de la possibilité de se faire accompagner par le défenseur de leur choix.

A défaut de présence à cette audition, après due convocation, un procès-verbal de carence est dressé.

Le Ministre statue dans un délai de 30 jours ouvrables à compter de la date de l'audition, en application de l'article 20, § 2, du décret.

La décision relative au retrait de la reconnaissance est notifiée par l'Administration au sportif ou à l'arbitre et à la fédération concernée ou à la fédération sportive handisport, endéans les 15 jours ouvrables à dater de la réception de la décision du Ministre.

CHAPITRE 5. — *Dispositions finales, transitoires et abrogatoires*

**Art. 9.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 mars 2010 fixant la procédure d'introduction et d'examen des demandes en vue de la reconnaissance comme sportif de haut niveau, espoir sportif et partenaire d'entraînement ainsi que la procédure de retrait de cette reconnaissance est abrogé.

**Art. 10.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 2011 fixant les disciplines sportives et les catégories d'âge en vue de la reconnaissance des sportifs de haut niveau, des espoirs sportifs et des partenaires d'entraînement est abrogé.

**Art. 11.** Les sessions d'octroi de reconnaissance reprises à l'article 4 sont conditionnées, de manière individuelle par fédération sportive et fédération sportive handisport, à l'acceptation préalable de leur cadre technique de référence défini à l'article 3.

**Art. 12.** Les propositions de cadre de référence technique sont introduites au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre de l'année de l'entrée en vigueur du décret.

**Art. 13.** La Ministre des Sports est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 décembre 2020.

Le Ministre-Président,  
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
V. GLATIGNY

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/44551]

**17 DECEMBER 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de procedure voor het indienen en het onderzoeken van de aanvragen om erkenning als topsporter, topscheidsrechter, sportbelofte, jong talent, sporter in omscholing en trainingspartner alsook van de procedure voor het intrekken van die erkenning**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging, de artikelen 18 tot 20;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 mars 2010 tot vaststelling van de procedure voor het indienen en het onderzoeken van de aanvragen om erkenning als topsporter, sportbelofte en trainingspartner, en van de procedure voor het intrekken van die erkenning;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 2011 tot vaststelling van de sporttakken en de leeftijdscategorieën met het oog op de erkenning van de topsporters, sportbeloften en trainingspartners;

Gelet op de « gendertest » van 8 november 2019 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 april 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 30 april 2020;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Sport, gegeven op 28 mei 2020;

Gelet op het advies nr. 78/2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 24 augustus 2020, met toepassing van artikel 23, § 1, 1), van de wet van 3 december 2017 tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit;

Gelet op het advies nr. 68.122/4 van de Raad van State, gegeven op 10 november 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Op de voordracht van de Minister van Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK 1. — *Definities*

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Minister: het lid van de Regering bevoegd voor Sport;

2° decreet: het decreet van 3 mei 2019 betreffende de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging;

3° Administratie: de Algemene Administratie voor Sport van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

4° Hoge Raad: Hoge Sportraad ingesteld bij het decreet van 20 oktober 2011 tot instelling van de Hoge Sportraad;

5° « werkdag » : alle andere dagen dan zaterdag, zondag en de wettelijke feestdagen.

#### HOOFDSTUK 2. — *Sportdisciplines en leeftijdscategorieën*

**Art. 2.** De Minister is belast met het nemen van beslissingen met betrekking tot de uitvoering van bepalingen bedoeld in de artikelen 18 en 20 van het decreet, inzonderheid:

1° sportdisciplines vaststellen waarvoor een erkenning van topsporter, sportbelofte, jong talent, topsporter in omscholing, trainingspartner of topscheidsrechter mogelijk is ;

2° voor elke sportdiscipline leeftijdscategorieën vaststellen waarbij een erkenning kan verleend worden aan topsporters, sportbeloften, jonge talenten, topsporters in omscholing, trainingspartners of topscheidsrechters;

3° de nationale en internationale rangschikking in aanmerking nemen zoals bepaald bij het Belgisch en Internationaal Paralympisch Comité voor de disciplines en leeftijdscategorieën van de sportfederatie voor gehandicapten.

#### HOOFDSTUK 3. — *Indiening en onderzoek van de aanvragen om erkenning*

##### *Afdeling 1. — Technisch referentiekader en indiening van de aanvragen om erkenning*

**Art. 3.** § 1. Het technische referentiekader bedoeld in artikel 20 van het decreet, omvat per sportfederatie of voor de sportfederatie voor gehandicapten:

1° de sportdisciplines en de leeftijdscategorieën, zoals bepaald in artikel 2 ;

2° de criteria die ressorteren onder de verwachte vaardigheden voor de statuten van topsporters, sportbeloften, jonge talenten, topscheidsrechters, trainingspartners en topsporters in omscholing waardoor het mogelijk is om te voldoen aan de definities van de statuten, zoals bepaald in artikel 19, § 1, tweede lid, van het decreet;

3° op het gebied van de beoogde sportdiscipline:

a) haar verspreiding op internationaal niveau;

b) haar bekendheid ;

c) haar praktijkniveau in de Franse Gemeenschap ten opzichte van het Belgisch, Europees en wereldniveau;

4° op bijzonder gebied:

a) de selectiecriteria die eventueel bepaald worden door de internationale sportorganisaties, door het Internationaal Olympisch Comité, het Internationaal Paralympisch Comité, door het Belgisch Olympisch en Interfederaal Comité of het Belgisch Paralympisch Comité;

b) de significante waarde van de prestaties behaald door de betrokken sporter, in voorkomend geval geobjectiveerd:

i) door de Belgische, Europese of wereldrangschikkingen;

ii) door het representatief karakter van de wedstrijd in functie van het aantal deelnemers, het aantal naties;

iii) door het representatief karakter van de deelnemers ten opzichte van hun prestatieniveau;

iv) door de vooruitgangcurve van de sporter of de scheidsrechter.

§ 2. De Minister bepaalt de procedure die gevolgd moet worden voor de indiening van het referentiekader bedoeld in paragraaf 1.

§ 3. Het referentiekader kan gewijzigd worden op voorstel van de betrokken federatie of van de Administratie, bij wijziging van de regelgeving van de internationale federatie of bij aanzienlijke evolutie van het wereldprestatieniveau in de betrokken sportdiscipline.



§ 4. De sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten die een sportdiscipline beheert, bepaald overeenkomstig artikel 2, dient bij de Administratie op basis van een door deze laatste opgemaakt formulier, de kandidaturen in, in overleg met de betrokken sporter of scheidsrechter, door de selectiecriteria toe te passen die bepaald worden door het technisch referentiekader bedoeld in paragraaf 1, van de sporters of de scheidsrechters voor wie ze erkenning aanvraagt als topsporter, sportbelofte, jong talent, topsporter in omscholing, trainingspartner en topscheidsrechter.

§ 5. Elk aanvraagdossier voor het verkrijgen van het statuut van topsporter, beloftevolle topsporter, trainingspartner of jong talent dat ingediend wordt overeenkomstig paragraaf 4 door de sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten, bevat de volgende informatie:

1° de naam, voornaam en adres van de sporter;

2° de naam, voornaam en adres van de persoon belast met het beheer van de statuten binnen de sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten;

3° de aanstellingscriteria opgenomen in het technisch referentiekader die toegepast werden;

4° de prestatieniveaus die bereikt moeten worden op korte, middellange en lange termijn ;

5° een motivatiebrief samen de prestatieniveaus van de sporter, de vermelding dat de sporter aangeworven wordt ofwel op het niveau van het leerplichtonderwijs, ofwel op het niveau van het hoger onderwijs, ofwel aangeworven als personeelslid van een schoolinrichting, ofwel door zijn mogelijke beroepservaring en zijn trainingsschema;

6° de trainingsstructuur(en);

7° de algemene kalender voor het volgende sportseizoen, met de periodes van stages en wedstrijden, evenals de structuur van typische weken.

§ 6 Elke aanvraagdossier voor een topscheidsrechter dat overeenkomstig lid 4 door de sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten wordt ingediend, bevat de volgende informatie:

1° de naam, de voornaam en het adres van de scheidsrechter;

2° de naam, de voornaam en het adres van de persoon die belast is met het beheer van de statuten binnen de sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten;

3° de in het technische referentiekader vastgestelde aanwijzingscriteria die zijn toegepast, alsmede het niveau van wedstrijd waarvoor hij kan optreden;

4° een motivatiebrief met het curriculum vitae waarin zijn loopbaan als scheidsrechter wordt beschreven (opleiding, aanstelling, ...);

5° een wedstrijdkalender met mogelijke aanstellingen.

§ 7 Elk aanvraagdossier voor een topsporter in omscholing dat overeenkomstig lid 4 door de sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten is ingevoerd, bevat de volgende informatie:

1° de familienaam, voornaam en het adres van de topsporter in omscholing;

2° de naam, de voornaam en het adres van de persoon die belast is met het beheer van de statuten binnen de sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten;

3° de in het technische referentiekader vastgestelde aanwijzingscriteria die zijn toegepast;

4° de op korte termijn te bereiken prestatieniveaus;

5° een motivatiebrief met vermelding van het prestatieniveau, het studieniveau, de eventuele beroepservaring en de trainingstijdschema's van de sporter;

6° de trainingsstructuur(en);

7° de algemene kalender voor het volgende sportseizoen, met inbegrip van de periodes van de stages, de wedstrijden en de structuur van de standaardweken;

8° het omscholingsplan dat bedoeld is om de overgang na een sportloopbaan te vergemakkelijken.

**Art. 4.** § 1. Aanvragen kunnen het hele jaar door worden ingediend. Per kalenderjaar worden zes zittingen voor het verlenen van de erkenning georganiseerd: op de laatste werkdag van de maanden februari, april, juni, augustus, oktober en december.

Aanvragen moeten ten minste tien werkdagen voor de datum van de zitting bij de Administratie worden ingediend, anders kunnen ze worden uitgesteld tot de volgende zitting.

§ 2 De eerste twee jaarlijkse zittingen zijn prioritair gereserveerd voor aanvragen om erkenning van topsporters, veelbelovende topsporters, jonge talenten, topsporters die een omscholing of trainingspartners en die de toepassing van een van de volgende bepalingen willen genieten:

1° de artikelen 1, § 3, 2°, en 58, § 7 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 houdende organisatie van het secundair onderwijs;

2° Artikel 9, § 1, 6°, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 mei 2014 tot toepassing van de artikelen 8, § 1, 20, 23, 31, 32, 33, 37, 47 en 50 van het decreet van 21 november 2013 tot organisatie van verschillende schoolstelsels ter bevordering van het welzijn van jongeren op school, schoolherinschakeling, preventie van geweld op school en begeleiding van studieoriëntatie;

3° artikel 151 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

**Art. 5.** In het kader van de in artikel 3 bedoelde erkenning worden persoonsgegevens gedurende maximaal één jaar na afloop van de verleende status bewaard. Indien de erkenning niet wordt verlengd, worden de gegevens in geval van een beslissing tot weigering of intrekking van de status gewist of geanonimiseerd om statistische doeleinden. De topsporter, veelbelovende sporter, trainingspartner, jong talent, topscheidsrechter of topsporter die een omscholing volgt, wordt van deze schrapping of anonimisering op de hoogte gesteld. Wanneer de herkenning wordt vernieuwd, worden de gegevens bijgewerkt.

*Afdeling 2. — Onderzoek van de erkenningsaanvragen*

**Art. 6.** De Minister is belast met het nemen van beslissingen tot erkenning of niet-erkenning binnen 30 werkdagen na afloop van elke zitting. De beslissing van de Minister wordt vervolgens binnen zeven werkdagen aan de sportfederaties of de sportfederatie voor gehandicapten meegedeeld. Zij sturen de beslissing door naar de betrokken sporter of scheidsrechter.

**Art. 7.** Nadat een negatieve beslissing is genomen ten aanzien van een sporter of scheidsrechter en in geval van een positieve ontwikkeling in zijn prestaties of de aanwezigheid van een nieuw element, kan de sportfederatie of de sportfederatie voor gehandicapten een nieuwe aanvraag indienen overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 en binnen de in artikel 4 vastgestelde termijnen.

*HOOFDSTUK 4. — Intrekking van de erkenning*

**Art. 8.** De sportfederaties en de sportfederatie voor gehandicapten stellen de Minister of zijn afgevaardigde in kennis van de schorsings- of sanctiebeslissingen in de zin van artikel 20, § 2, van het decreet ten aanzien van sporters of scheidsrechters die een status in de zin van het decreet genieten.

De procedure voor de intrekking van de erkenning kan worden ingeleid door de Minister of zijn afgevaardigde of op verzoek van de betrokken sportfederatie of sportfederatie voor gehandicapten, in voorkomend geval na toezending van de schorsings- of sanctiebeslissingen in de zin van artikel 20, § 2, van het decreet.

Voorafgaand aan elke beslissing tot intrekking van de erkenning hoort de Administratie een of meer vertegenwoordigers van de betrokken sportfederatie of van de sportfederatie voor gehandicapten, alsmede van de topsporter, de veelbelovende sporter, de trainingspartner, het jong talent, de topscheidsrechter of de topsporter die een omscholing ondergaat.

In de bij aangetekend schrijven verzonden oproeping voor deze hoorzitting worden het onderwerp, de dag en het tijdstip van de hoorzitting vermeld, die niet binnen 15 werkdagen na ontvangst van de uitnodiging kunnen worden vastgesteld.

De betrokken sportfederatie of de betrokken sportfederatie voor gehandicapten en de betrokken sporter of scheidsrechter worden voorafgaand aan hun hoorzitting geïnformeerd over de elementen waarvan de Administratie op de hoogte is en over de mogelijkheid om zich te laten vergezellen door de verdediger van hun keuze.

Bij afwezigheid bij deze hoorzitting wordt, na een behoorlijke kennisgeving, een nalatigheidsverslag opgesteld.

De Minister doet binnen 30 werkdagen na de datum van de hoorzitting een uitspraak op grond van artikel 20, lid 2, van het decreet.

De beslissing tot intrekking van de erkenning wordt binnen 15 werkdagen na ontvangst van de beslissing van de Minister door de Administratie ter kennis gebracht van de sporter of scheidsrechter en van de betrokken federatie of de sportfederatie voor gehandicapten.

*HOOFDSTUK 5. — Slot-, overgangs- en opheffingsbepalingen*

**Art. 9.** het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 11 mars 2010 tot vaststelling van de procedure voor het indienen en het onderzoeken van de aanvragen om erkenning als topsporter, sportbelofte en trainingspartner, en van de procedure voor het intrekken van die erkenning, wordt opgeheven.

**Art. 10.** Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 2011 tot vaststelling van de sporttakken en de leeftijdscategorieën met het oog op de erkenning van de topsporters, sportbeloften en trainingspartners, wordt opgeheven.

**Art. 11.** De in artikel 4 genoemde erkenningen zijn, op individuele basis per sportfederatie en sportfederatie voor gehandicapten, afhankelijk van de voorafgaande aanvaarding van hun technisch referentiekader zoals omschreven in artikel 3.

**Art. 12.** Voorstellen voor het technische referentiekader moeten uiterlijk op 1 december van het jaar waarin het decreet in werking treedt, worden ingediend.

**Art. 13.** De Minister van Sport is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 december 2020.

De Minister-president,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

**MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE**

[C – 2020/44493]

**17 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 20;

Vu le décret du 18 janvier 2018 du portant le code de la prévention, de l'Aide à la jeunesse et de la protection de la Jeunesse, articles 1<sup>er</sup>, 11<sup>o</sup>, et 71;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juillet 2019 relatif aux institutions publiques de protection de la jeunesse,

Vu le « test genre » établi le 9 juillet 2020 conformément à l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 juillet 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 juillet 2020;